

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative  
Bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 25/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SUEZ RV SUD OUEST**

31 rue Thomas Edison  
33610 Canéjan

Références : UbD24-47/0056/2026  
Code AIOT : 0005211406

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement SUEZ RV SUD OUEST implanté MADAILLAN 24330 Bassillac et Auberoche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Nouvelle Aquitaine.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV SUD OUEST
- MADAILLAN 24330 Bassillac et Auberoche
- Code AIOT : 0005211406
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation du site de stockage de déchets non dangereux de « Madaillan » est encadré par l'arrêté préfectoral du 28 février 2013 complété par l'arrêté complémentaire du 21 novembre 2017. L'inspection a également porté sur le contrôle de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux campagnes de recherche de substances PFAS.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Projet CO2	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46	Sans objet
2	Tonnage 2025	Arrêté Préfectoral du 27/02/2013, article art 1.2.3	Sans objet
3	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
4	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déposé le porter à connaissance relatif au projet CO2 présenté en séance. Celui-ci est en cours d'instruction. Un projet d'arrêté complémentaire sera transmis à l'exploitant pour positionnement préalable.

L'inspection a permis de constater que les prélèvements quant à la recherche de PFAS ont bien été effectués.

L'inspection rappelle qu'une nouvelle recherche sera à effectuer dès la mise en service du nouveau bassin EP.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Projet CO2

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités

que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

#### **Constats :**

L'exploitant présente à l'inspection le projet CO2 développé en partenariat avec la société WAGAENERGY.

Le projet vise à l'installation d'une unité de récupération du CO2 en complément de l'unité d'épuration du biogaz de l'ISDND de MADAILLAN et de production de biométhane.

Cette unité de liquéfaction du CO2, est considérée comme prototype pour sa durée de vie. Cela signifie qu'une fois les tests réalisés et les conclusions à son fonctionnement apportées, le prototype sera arrêté. Cet arrêt devrait intervenir entre 6 et 12 mois après son démarrage, une fois tous les tests réalisés.

En application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance visant à présenter les risques et inconvénients de la modification.

Le dossier transmis est en cours d'instruction. En l'absence de modification substantielle, un projet d'arrêté complémentaire encadrera l'exploitation de l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Tonnage 2025**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/02/2013, article art 1.2.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Tonnage

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux visée par la rubrique 2760.2 est limitée [...] à une capacité annuelle maximale admissible : 110 000 tonnes/an

#### **Constats :**

A date de l'inspection, le tonnage accueilli est de 40900 tonnes. La projection à fin d'année est de 45000 tonnes soit inférieure à la capacité maximale autorisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Réalisation des campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Autre, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les campagnes d'analyses ont été effectuées sur mars, avril et mai 2024 sur les lixiviats bruts et les exutoires des 2 bassins d'eaux de ruissellement. Les analyses ont porté sur les PFAS listés au tableau du 2° de l'article 3. En l'absence de rejet le jour des prélèvements, les analyses sur le bassin EP Nord Ouest n'avaient pu être réalisées. Ces dernières ont été effectuées sur avril, mai et juin 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle que des campagnes de prélèvement seront à programmer dès la mise en service du nouveau bassin qui devrait être alimenté lors de la fin du réaménagement du casier 6.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements et analyses ont été effectués par un organisme accrédité COFRAC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Déclaration des résultats GIDAF**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique,</p>

à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

L'ensemble des résultats des 3 campagnes a été déposé sur la plateforme GIDAF.

**Type de suites proposées :** Sans suite